

Mai 17/12

COMMUNE DE SAINT GEORGES DU BOIS
(Charente-Maritime)

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE du 15 décembre 2025

N° 97/2025

ARRETE

*Portant réglementation permanente de la circulation
Sur la Commune de Saint Georges du Bois*

Nous, Jean GORIOUX, Maire de la Commune de Saint Georges du Bois (Charente-Maritime),

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements les régions et l'état,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2212-1, L2212-2, L 2213-1 à 2213-3,

Vu le Code de la route et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-8 et R 411-25 à R 111-28,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8^{ème} partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 modifié,

Vu la demande de l'entreprise GUILBAUD SAS, Marque Citeos – 21, Rue Jacques de Vaucanson CS 58011 17187 PERIGNY Cedex en date du 10 décembre 2025.

Considérant que dans le cadre d'un marché de travaux de construction, d'amélioration, de modernisation et d'entretien d'éclairage public, d'éclairage de stades et de feux de signalisation avec le SDEER (en alternance avec ALLEZ et SPIE), la circulation nécessite une réglementation permanente de modifier ponctuellement la circulation sur toute l'année 2026

A R R E T E

ARTICLE 1 : En agglomération, la circulation sera réglée soit par alternat avec panneaux B15 / C18, conformément au schéma de signalisation n° 4-04 (Chantiers fixes) du manuel de chef de chantier (voirie urbaine, volume 3) soit par alternat avec feux, conformément au schéma de signalisation n° 4-06 (Chantiers fixes) du manuel de chef de chantier (voirie urbaine, volume 3).

La nuit, la signalisation et l'alternat seront supprimés chaque fois que le déroulement des travaux le permettra.

ARTICLE 2 : Hors agglomération, la circulation sera réglée soit par alternat avec panneaux B15 / C18, conformément au schéma de signalisation n° CF 22 (Chantiers fixes) du manuel de chef de chantier (volume 1) soit par alternat par feux, conformément au schéma de signalisation n° CF 24 (Chantiers fixes) du manuel de chef de chantier (volume 1).

La nuit, la signalisation et l'alternat seront supprimés chaque fois que le déroulement des travaux le permettra.

ARTICLE 3 : Pendant cette période, le stationnement sera interdit dans l'emprise et 50 mètres de part et d'autre du chantier des deux côtés de la voie.

ARTICLE 4 : Par temps de brouillard et lorsque les conditions de visibilité sont inférieures à 100 m, les travaux seront interrompus et toutes dispositions prises afin de libérer la plus grande largeur de chaussée possible.

ARTICLE 5 : Ces prescriptions sont applicables à partir du 01 janvier 2026 et ce jusqu'au 31 décembre 2026

ARTICLE 6 : La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par les soins de l'entreprise **GUILBAUD SAS**, chargée des travaux et devra être conforme à l'instruction interministérielle susvisée.

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément aux lois et à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint Georges du Bois.

ARTICLE 9 : Monsieur Le MAIRE de Saint Georges du Bois,
Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de SURGERES,
Monsieur Le Chef du Centre de Secours de SURGERES
Monsieur le Directeur de l'Entreprise **GUILBAUD SAS**,
Monsieur Le Responsable des Services Techniques,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché à chaque extrémité du chantier et dont ampliation sera adressée à l'entreprise **GUILBAUD SAS**.

Fait à Saint Georges du Bois, le 15 Décembre 2025.

Par délégation du Maire,
Le Maire Adjoint,

David PACAUD



Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.